

ÉCONOMIE SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN



ECG
1^{re} & 2^e
années

Ouvrage collectif
sous la direction de
Estelle Lemière
et Julie Masschelein

ellipses

Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie

Pierre Bosquelle

I. Les produits sont les revenus

L'équivalence entre production et revenu fait partie des grandes égalités comptables. Pour l'établir, il convient, tout d'abord, de mesurer la valeur des richesses produites dans une unité monétaire stable (A). Toutefois la valeur de ce qui est produit n'est pas la valeur de la production. Pour mesurer celle-là, il faut déduire de celle-ci la valeur des biens et services détruits ou incorporés au cours du processus de production. On désigne cette différence sous le terme de valeur ajoutée. Celle-ci est perçue par ceux qui ont contribué à la créer sous forme de revenus primaires (B). Après redistribution et en tenant compte des échanges de revenus avec le reste du monde, on obtient le revenu disponible de la nation (C).

A. La valeur des produits

1. La notion de production

Mesurer la valeur des richesses produites incombe aux organismes chargés d'élaborer la comptabilité nationale. En France, l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) est chargé de construire cette représentation du circuit économique et de produire les statistiques sous formes de données agrégées (des agrégats) et de ratios (de rapport entre des agrégats).

On distingue traditionnellement deux types de produits : les biens et les services. Contrairement aux biens, qui sont des produits matériels, et donc stockables, les services sont des produits immatériels, dont la production et la consommation ont lieu simultanément.

Les opérations de production se décomposent en production marchande, production pour usage final propre, et production non marchande.

La **production marchande** inclut tous les biens dès lors qu'ils sont vendus ou destinés à l'être, et les services, lorsque le produit de la vente couvre au moins la moitié des coûts de production.

La **production pour usage final propre** regroupe à la fois l'auto-consommation (comme par exemple, la production agricole conservée par les agriculteurs), et l'auto-investissement (comme l'auto-construction, la recherche et développement, ou encore les logiciels produits par les entreprises pour leurs propres besoins). Comme cette production ne fait pas l'objet d'une transaction, une partie significative échappe aux statisticiens.

La **production non marchande** est exclusivement une production de services fournis gratuitement ou à un prix économiquement non significatif (inférieur à la moitié des coûts de production). Le plus souvent ce sont des services collectifs, comme les services de police, de défense nationale, ou d'enseignement public.

La production (P)

La **production** est une activité humaine, qui, à partir d'un travail humain rémunéré, crée des biens ou fournit des services.

2. La mesure de la production

La mesure de la production en unité physique (poids, volume, ou nombre d'unité) est possible pour certains biens homogènes (le blé par exemple). Mais, comme le remarquait Jean Baptiste Say, « la production n'est point une création de matière, mais une création d'utilité. Elle ne se mesure point suivant la longueur, le volume ou le poids du produit, mais suivant l'utilité qu'on lui a donnée¹ ». Pour un ensemble de biens hétérogènes, mesurer en **unité monétaire** est nécessaire. Lorsque le produit a fait l'objet d'une transaction, le prix d'acquisition, ou prix du marché, c'est-à-dire le prix payé par l'acheteur, peut servir à la mesure de la valeur de la production. Mais ce prix d'acquisition comprend des **impôts sur les produits** (comme la TVA, les taxes sur les carburants, tabac et alcool) qu'il faut déduire, et pour certains produits, notamment agricoles, des **subventions sur les produits**, qu'il faut ajouter, pour obtenir le prix de base, c'est-à-dire le prix reçu par le producteur. Dans le cas de la production pour usage final propre, le statisticien est contraint d'estimer la valeur des produits au prix du marché, lorsqu'il en existe un. La production non marchande est évaluée au coût de production.

3. Production en valeur, production en volume

L'essentiel de la production est donc évalué sur la base du prix auquel s'effectuent les transactions. Mais ce prix peut varier à la hausse ou à la baisse. Si, en période d'inflation, par exemple, les prix des produits augmentent, la valeur de ce qui est produit mesurée en unité monétaire augmente également, mais cela ne signifie pas nécessairement que la production est réellement plus élevée en volume. Mesurer la production suppose donc de distinguer la **production en valeur** (également appelée production nominale, ou encore à prix courants) de la **production en volume** (c'est-à-dire la production réelle, ou encore à prix constants). Pour calculer cette dernière il faut déflater, c'est-à-dire diviser la production en valeur par un indice, appelé **indice des prix**, qui mesure la variation des prix par rapport à une année de base.

$$\text{Production en volume} = \frac{\text{Production en valeur}}{\text{Indice des prix}}$$

1. Jean Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, 1803.

La production en volume sur une année ne se mesure donc pas aux prix qui étaient en vigueur cette même année mais à ceux de la période choisie en référence. De cette manière, il est possible d'effectuer des comparaisons du volume de production, sur différentes périodes, à prix constants.

B. De la valeur ajoutée aux revenus primaires

1. La valeur ajoutée comme mesure de l'activité économique

La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur de la production au prix de base et la valeur des biens et services consommés au cours du processus de production

Ces derniers se divisent en deux catégories : **consommation intermédiaire** (CI) et **consommation de capital fixe** (CCF)¹.

La consommation intermédiaire (CI)

La CI correspond à la valeur des biens et services détruits ou incorporés immédiatement au cours du processus de production (par exemple, l'énergie, les matières premières, les produits semi-finis).

Les **consommations intermédiaires** représentent la consommation de services et de biens de production non durables, autrement dit la diminution de la valeur du stock de capital circulant.

La valeur ajoutée brute (VAB)

La VAB est égale à la valeur de la production au prix de base moins les consommations intermédiaires.

$$\| \text{VAB} = \text{P} - \text{CI}$$

Tableau 1 : De la production à la valeur ajoutée

Compte de production en 2022	En milliards d'€ à prix courants
Production au prix de base	5 042,6
- Consommation intermédiaire	2 681,5
Valeur ajoutée brute (VAB)	2361,1

D'après INSEE, Comptes nationaux, 2022

2. La VAB des agents économiques résidents

Dans le vocabulaire de la comptabilité nationale, les agents économiques sont désignés comme des *unités institutionnelles*. Ils sont regroupés dans des *secteurs institutionnels*.

Il en existe six, dont un non-résident. Les cinq secteurs économiques résidents regroupent tous les agents économiques, publics et privés, dont l'activité principale se situe sur le territoire national.

1. Cf. III.

Agents résidents

Les agents économiques résidents sont ceux qui ont leur domicile sur le territoire national (dans le cas d'un ménage), ou dont l'activité principale se situe sur celui-ci (pour les autres secteurs institutionnels). La résidence n'est pas liée à la nationalité mais à la présence ou à l'absence sur le territoire. Les agents économiques non-résidents sont considérées comme le *Reste du Monde* (RDM).

Tableau 2 : La VAB des différents secteurs institutionnels en 2022

Secteurs institutionnels	Fonctions et caractéristiques	VAB
Ménages (MEN) et entrepreneurs individuels (EI)	Ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Dans la mesure où il est quasi impossible de distinguer le revenu de l'entrepreneur individuel (EI) de son revenu personnel, les deux sous-secteurs sont regroupés. Les ménages ont pour fonction principale la consommation finale de biens et services, alors que les entrepreneurs individuels produisent des biens et services.	403
Sociétés financières (SF)	Elles regroupent les banques (banque centrale et banques commerciales.) et les compagnies d'assurance. La fonction des banques est de collecter et de prêter les fonds, de gérer les moyens de paiements, d'assurer la liquidité des dépôts, ainsi que de traiter les asymétries d'information. Les banques sont des expertes dans la gestion des risques. C'est également le cas des sociétés d'assurance qui transforment le risque individuel en risque collectif.	96,4
Sociétés non financières (SNF)	Toutes les entreprises à l'exception des EI, et des SF. Entités disposant d'une autonomie de gestion dans le domaine de la production, elles peuvent comprendre un ou plusieurs établissements, et combiner d'autres entités juridiquement autonomes mais économiquement dépendantes (des filiales). Un groupe est composé d'une maison mère et d'une ou plusieurs filiales.	1390,1
Administrations publiques (APU)	Leur fonction principale est de produire des services non marchands, de réguler l'économie, ou d'effectuer des opérations de redistribution des revenus et des richesses. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources des prélèvements obligatoires. Elles se regroupent en trois catégories : <ul style="list-style-type: none"> • Les administrations publiques centrales (APUC) : l'État au sens strict, à savoir le pouvoir exécutif (le Président de la République et le gouvernement), le pouvoir législatif (le parlement) et le pouvoir judiciaire (la magistrature), ainsi que les organismes divers d'administration centrale (ODAC) qui sont des organismes spécialisés financés et contrôlés principalement par l'État, comme par exemple : le CNRS, ou Météo France ; • Les administrations publiques locales (APUL), également appelées collectivités locales, ou encore collectivités territoriales, (communes, départements, régions) ; • Les administrations de sécurité sociale (ASSO) qui sont chargées du recouvrement des cotisations et du versement des prestations sociales. Les caisses de retraite, d'assurance maladie, ou France Travail sont des exemples d'ASSO. 	476,4
Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)	Elles regroupent les agents non publics fournissant des services non marchands. On y trouve pêle-mêle les associations, la plupart des clubs sportifs, les partis politiques, les syndicats, les organisations religieuses	43,9
	VAB Totale	2361,1

D'après INSEE, *Comptes nationaux*, 2022. En Mds d'€ courants

3. Le partage de la valeur ajoutée brute (VAB)

Le partage de la VAB correspond à la répartition des revenus primaires. Elle représente la manière dont les revenus sont distribués entre les différents facteurs de production avant toute redistribution ultérieure. Les revenus primaires sont directement issus de la production. Ils se décomposent entre revenus du travail (la rémunération des salariés), revenus de la propriété (les loyers perçus, intérêts perçus, dividendes perçus), et les revenus mixtes (les profits des entrepreneurs individuels).

Tableau 3 : La répartition de la VAB de la France en 2022

Rémunération des salariés	1381,6	58.5
Autres impôts sur la production nets de subventions	80,6	3.4
Revenus mixtes	136	5.8
EBE	762,9	32.3
VAB Totale	2361,1	100

D'après INSEE, Comptes nationaux 2022. En mds d'€ courants et en % de la VAB.

La rémunération des salariés se décompose entre salaires et traitements bruts d'une part, et cotisations sociales à la charge des employeurs d'autre part.

Les autres impôts sur la production englobent tous les impôts que les agents économiques supportent du fait de leurs activités de production. C'est le cas de la taxe foncière par exemple. Les subventions sur la production sont versées par les administrations publiques, par exemple pour l'emploi des personnes handicapées, ou encore pour les dépenses de formation.

L'EBE (Excédent brut d'exploitation) représente la part de la VAB que conservent les producteurs après avoir rémunéré les salariés et versé aux administrations publiques (APU) les impôts sur la production nets de subventions.

Le taux de marge

Le taux de marge est le rapport entre l'EBE et la VAB. On peut le considérer comme un taux de profit brut.

$$\text{Taux de marge} = \frac{EBE}{VAB}$$

Le **taux de marge** était de 32,3 % en France en 2022. Il est parfois interprété comme la part de la richesse nationale revenant au capital. Par opposition, la part des salaires dans la valeur ajoutée représenterait la part de la richesse nationale revenant au travail. Ce partage de la valeur ajoutée a fait l'objet d'une abondante littérature théorique, à la fois chez des auteurs classiques et contemporains, visant à définir les critères d'une juste répartition de celle-ci. Une augmentation du taux de marge correspond à une déformation en faveur du capital, qui

pourrait se traduire par une demande insuffisante et par une augmentation des inégalités. Mais la diminution du taux de marge peut aussi entraîner des conséquences sur le niveau de l'investissement.

Les revenus mixtes contiennent deux éléments indissociables : la rémunération du travail et du capital de l'entrepreneur individuel.

C. Des revenus primaires au revenu disponible

1. PIB et RNB

Depuis son invention en 1934 par l'économiste américain d'origine russe Simon Kuznet, le Produit intérieur Brut (PIB) est devenu, au fil des années, l'agrégat le plus utilisé. Selon la définition de l'INSEE, « il correspond à la somme des valeurs ajoutées brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché ».

Autrement dit :

$$\text{PIB} = \text{Somme des VAB au prix de base} \\ + \text{Impôts sur les produits} - \text{Subventions sur les produits.}$$

Tableau 4 : PIB et Valeur Ajoutée de la France en 2022

VAB au prix de base	2361,2
Impôts sur les produits	323,9
- Subventions sur les produits	45,9
PIB	2639,1

D'après INSEE, *Comptes nationaux*, 2022. En Mds d'€ courants

Si le PIB est souvent présenté comme une mesure de la production, cette affirmation mérite d'être nuancée. Car la production se mesure au prix de base, ce qui n'est pas le cas du PIB. De plus, tout ce qui est produit sans être vendu est difficile à mesurer statistiquement. Cette partie de la production est imparfaitement prise en considération dans le PIB.

C'est pourquoi le PIB devrait être considéré pour ce qu'il est vraiment : non pas tant la mesure d'une production que celle d'un **revenu**.

Le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB est la somme des revenus primaires versés par l'ensemble des agents économiques résidents, privés et publics.

Si, en économie fermée (c'est-à-dire sans prendre en compte le RDM), les revenus versés sont égaux aux revenus reçus, il n'en est pas de même en **économie ouverte**, où il convient de tenir compte des revenus que les résidents versent à des non-résidents, et inversement. Par exemple,

si une entreprise résidente verse des dividendes à un non-résident, cela correspond à un **revenu primaire versé au RDM**. À l'inverse, un travailleur frontalier qui réside en France mais travaille en Suisse, reçoit un salaire qui correspond à un **revenu primaire versé par le RDM**.

Revenus primaires nets reçus du RDM = Revenus primaires reçus du RDM – Revenus primaires versés au RDM

On obtient le **RNB** en ajoutant au PIB les revenus primaires reçus du reste du monde (RDM) et en retranchant les revenus primaires versés au RDM.

$$\text{RNB} = \text{PIB} + \text{Revenus primaires nets reçus du RDM}$$

Revenu National Brut (RNB)

Le RNB est la somme des **revenus primaires reçus** par les agents économiques résidents.

En France en 2022, la différence entre le PIB et le RNB est relativement faible. Les revenus primaires reçus par les agents économiques résidents ne sont supérieurs que de 1,8 % à ceux qu'ils ont versé. Mais pour certains pays la différence peut être importante. L'Irlande, par exemple, a un RNB significativement inférieur à son PIB du fait de l'importance des flux de revenus des filiales américaines installées sur son territoire à destination de leur maison-mère.

Tableau 5 : PIB et RNB de la France en 2022

PIB	2639,1	100
Rémunération des salariés <i>versée</i> par le RDM	27,3	1
– Rémunération des salariés <i>reçue</i> par le RDM	1,6	0,1
Revenus de la propriété <i>versés</i> par le RDM	172,6	6,5
– Revenus de la propriété <i>reçus</i> par le RDM	151,3	5,7
Subventions <i>versées</i> par le RDM	7,5	0,3
– Impôts sur la production et les importations <i>reçus</i> par le RDM	7,7	0,3
RNB	2685,8	101,8

D'après INSEE, *Comptes nationaux*, 2022. En Mds d'€ courants et en % du PIB

2. La redistribution des revenus primaires

Les **revenus primaires** sont directement issus de la production. Mais la répartition des revenus entre les agents économiques est modifiée par le mécanisme de redistribution : prélèvements obligatoires d'un côté, revenus secondaires de l'autre.

Prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont une recette pour les administrations publiques (APU), et une dépense pour tous les autres agents économiques. Outre les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production, les prélèvements obligatoires se composent des impôts courants sur le revenu et le patrimoine, et des cotisations sociales.

Les **impôts sur le revenu et le patrimoine** sont payés par les entreprises et les ménages. Il s'agit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur le patrimoine immobilier, de la contribution sociale généralisée (CSG), et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À cela s'ajoutent les impôts prélevés au profit des collectivités locales, qui comprennent pour l'essentiel la taxe d'habitation et la taxe foncière.

Les **cotisations sociales** sont des prélèvements effectués sur les revenus du travail (et les revenus mixtes) une partie étant à la charge des salariés et l'autre des employeurs.

Ces prélèvements obligatoires sont reversés aux ménages sous forme de prestations sociales, appelées également revenus secondaires.

Revenus secondaires

On appelle revenu secondaire, ou **revenus de transferts**, ou encore **prestations sociales**, les revenus versés par les APU et financés par les prélèvements obligatoires.

Les **revenus secondaires** correspondent aux pensions de retraites, aux allocations familiales, aux indemnités de chômage, de maladie et de maternité, auxquelles il faut ajouter les prestations d'assistance, telles que le RSA (revenu de solidarité active) par exemple.

3. Revenu disponible et RNDB

Le **revenu disponible** correspond à la somme des revenus primaires et secondaires **déduction faite des prélèvements obligatoires**. Il est ensuite ventilé entre consommation finale des ménages et épargne brute.

$$\parallel \text{Revenu disponible brut} = \text{Consommation finale} + \text{Épargne brute}$$

Revenu disponible

Le **revenu disponible** est le revenu à la disposition des agents économiques pour consommer et épargner.

L'**épargne** n'est pas le propre des ménages. Il existe aussi une épargne des entreprises, voire de l'État, comme de tous les autres secteurs institutionnels. Cette épargne peut être négative si l'on consomme plus que son revenu. Dans ce cas, on parle de **désépargne**.

Épargne

L'**épargne** est la partie des revenus disponibles qui n'est pas dépensée pour consommer. Il existe trois formes d'épargne :

- ▶ L'épargne investie (l'autofinancement)
- ▶ Les placements financiers (la capacité de financement)
- ▶ L'épargne thésaurisée (qui est conservée sous forme monétaire)